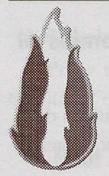
[europeennes 2009]



PROGRAMME « EUROPE » DU FRONT NATIONAL
« LEUR » EUROPE N'EST PAS LA NOTRE ! VOILA L'EUROPE QUE NOUS VOULONS.

L'Europe de Bruxelles, celle que soutiennent Sarkozy, l'UMP et le PS, c'est l'Europe gouvernée par des technocrates coupés des réalités, celle des industries délocalisées en Chine, des services en Inde, d'une agriculture en Amérique, des emplois détruits et de ses habitants de plus en plus pauvres. C'est aussi **l'Europe colonisée par l'immigration d'origine africaine ou asiatique** (10 millions d'immigrés entrés sur le sol français depuis 35 ans qui coutent 60 milliards d'euros par an), l'Europe en voie d'islamisation qui s'apprête à faire de la Turquie un de ses membres. Tels sont les résultats de la trahison des classes politiques et financières dirigeantes, de leur adhésion sans réserve au libre échangisme sans frein et au mondialisme…

Cette logique du brassage obligatoire, universel, sans frontières, mercantile, des hommes, des marchandises, des capitaux, a mené à la catastrophe. Elle a créé un système dans lequel une simple crise du crédit immobilier qui n'aurait dû concerner que les Etats-Unis (les *« subprime »*) met en danger l'ensemble des systèmes bancaires et financiers mondiaux, et dégénére en **une crise économique et sociale planétaire sans précédent** (57 700 faillites d'entreprises en France en 2008 et ruine du pouvoir d'achat des Français avec une inflation de +30% sur les 250 produits les plus achetés).

Le château de cartes s'effondre ! Mais avant cela, le bilan était catastrophique : au cours des trente dernières années, la France a vu disparaître complètement, ou peu s'en faut, son industrie minière, sa sidérurgie, les quatre cinquièmes de ses constructions navales, les trois quarts de son industrie métallurgique, de sa fabrication de machines-outils, de son industrie textile. Elle est totalement absente de l'optique et de l'électronique grand public : Elle ne fabrique pas une seule chaîne de radio, un seul téléviseur, un seul magnétoscope, un seul appareil de photo, une seule caméra, un seul micro-ordinateur, un seul téléphone portable, alors que des millions de ces objets sont vendus sur son territoire !

Dans tout cela, **l'Europe de Bruxelles n'a pas été un rempart pour nos Nations et leurs citoyens, elle a, au contraire, été une cause et un facteur aggravant !** Aucune institution de l'Union n'a vu venir la crise actuelle : ni le Conseil, ni la Commission, ni la Banque Centrale, ni d'ailleurs le Parlement européen ! Crise prédite il est vrai par une poignée seulement d'économistes comme le prix Nobel Maurice Allais, et de responsables politiques de notre famille nationale comme, une fois de plus Jean-Marie Le Pen et les élus du Front National.

Le Front National a une autre idée de l'Europe. Il affirme que la voie à suivre n'est pas celle de l'Euro-mondialisme, aux mains d'une petite caste qui se recrute par cooptation : l'*Eurocratie* ; ce n'est pas la voie de *l'Union Soviétique Européenne*, ainsi que la décrit très justement l'ancien dissident et prix Nobel de physique Boukovski. La bonne voie n'exclut ni la concertation européenne ni la coopération industrielle, culturelle, ou autre. Mais elle implique une *rupture radicale* avec le système mondialiste.

Le Front National pense que l'Europe n'a de sens que si elle permet de créer des emplois, des richesses, que si elle crée les conditions d'une sécurité plus grande et de la paix au bénéfice des **Peuples** européens d'abord. Il pense que l'Europe ne peut être forte que si les **Nations** qui la composent sont fortes, prospères, indépendantes, souveraines et respectées. Voici ce qu'il propose :

1. Pour une Europe de l'emploi et de la prospérité : protéger nos économies et reconquérir notre marché intérieur :

● **Par une politique commerciale digne de ce nom** : établissement de contingents d'importations dans les domaines sensibles et droits de douane modulables, totale réciprocité dans les accords internationaux, exigence du respect des normes sociales et environnementales françaises et européennes.

● **Par la réinstauration d'un « ordre monétaire libre » nous protégeant d'un krach monétaire mondial** : avec la réintroduction du Franc comme monnaie nationale (parité « 1 Franc =1 Euro ») et gagé par un étalon monétaire (panier or et métaux précieux). Les parités de change seront fixes et ajustables aux autres devises. L'Euro resterait « monnaie commune ». **Nous retrouverons ainsi une liberté de création monétaire indépendante pour financer le Trésor Public sans intérêt et celle de piloter les taux directeurs par la Banque de France dans le but d'optimiser le couple croissance/inflation.**

● **Par la mise en place d'une vraie politique industrielle**, ne reposant pas sur un pouvoir centralisé bureaucratique, mais organisée dans le cadre d'une coopération portant sur des projets précis, chiffrés, identifiables quant à leur rapport coûts-avantages : Airbus, Ariane, le CERN (Centre Européen de Recherche Nucléaire sur la structure de la matière), succès qui ne doivent rien à l'Europe de Bruxelles . Mais aussi, par exemple, des projets trans-européens de liaisons fluviales, ferroviaires, aériennes, le système européen de positionnement par satellite Galileo, ou toutes autres actions de coopération utiles en matière de recherche scientifique ou médicale, etc.

● **Par l'instauration et le respect du principe de préférence nationale et communautaire**, scandaleusement bafoué ces dernières années.

● **Par une réforme de la « politique de concurrence »** si chère à Bruxelles, qui empêche aujourd'hui la création de champions nationaux et européens, ou entrave le soutien des entreprises nationales en cas de crise.

● **Par le refus de toute compétence fiscale à Bruxelles**, notamment sur la TVA, et par le rejet de la création d'un impôt européen.

2. Pour une Europe qui garantisse la protection sociale et les services publics

● **Contre la politique de démantèlement des services publics**, qui les transforme en activités purement commerciales de plus en plus inaccessibles aux plus modestes, et met en péril les services de proximité.

● **Pour le droit des Etats à décider eux-mêmes** de la nature, de l'organisation et du financement de ces services publics.

● **Pour en finir avec le « stupide » pacte de stabilité**, qui conduit à une logique purement comptable de gestion de notre protection sociale et au rationnement des soins.

3. Pour une Europe respectueuses des identités et des traditions nationales

● **Pour une politique d'inversion des flux migratoires au niveau national**.

● **Pour le maintien des citoyennetés nationales**, et le refus de leur absorption par une « citoyenneté européenne », facteur de submersion de nos nations.

● **Contre l'entrée de la Turquie ou de tout autre pays non-européen en Europe**, ce qui n'exclut pas la concertation politique et économique avec tous les pays riverains de la Méditerranée qui y sont disposés.

● **Pour le développement,** en revanche, **de la coopération avec les pays et les Peuples européens qui ne font pas encore partie de l'Union** Européenne (Serbie, Ukraine, Biélorussie, Russie), qui constituent un **« arc boréal »** de l'Atlantique au Pacifique, et de Brest à Vladivostock. Il s'agit de renouer avec une tradition diplomatique française, visant ici à abroger les conséquences politiques de la division de l'Europe chrétienne, et à participer -à profits partagés- à la mise en valeur des richesses naturelles de ces immenses espaces.

● **Pour une Europe fidèle à ses valeurs morales et spirituelles**, à son héritage culturel et juridique issu de la Grèce et de Rome, à ses racines chrétiennes.

● **Pour la restauration de la liberté d'expression** contre la dictature du « politiquement correct ».

● **Pour une politique résolue et généreuse d'accueil de la Vie**, seule véritable antidote à la dénatalité européenne.

4. Pour protéger nos campagnes et nos terroirs

● **Pour une politique agricole qui garantisse notre indépendance alimentaire**.

● **Pour la promotion d'exploitations agricoles à taille humaine** et d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

● **Contre les accords internationaux** qui permettent l'importation de produits **ne respectant pas les normes** que nous imposons à nos propres agriculteurs (OGM, poulet au chlore…).

● **Pour le respect des traditions culturelles**, y compris alimentaires, contre l'uniformisation des normes voulue par Bruxelles.

● **Pour la défense des libertés traditionnelles du monde rural, comme la chasse et la pêche**, contre les directives de Bruxelles.

5. Pour une France souveraine dans une Europe démocratique

● **Pour le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** : nous exigeons l'organisation de référendums dans tous les pays, pour tout nouveau traité et toute nouvelle adhésion, et le respect de leurs résultats.

● Pour l'arrêt, puis la remise en cause, de la boulimie de compétences et de l'accroissement constant des pouvoirs de l'Union européenne. **Contre le Traité de Lisbonne**, qui n'est que la retranscription de la Constitution Européenne rejetée par les Français, les Néerlandais et les Irlandais !

● **Pour rétablir en conséquence la primauté du droit national constitutionnel sur le droit européen.**

● Pour réformer les institutions et notamment **rétablir le droit des Etats à opposer leur veto aux lois de Bruxelles**.

● **Pour une politique européenne étrangère et de défense nationale, avec concertation de nos alliés, mais affranchie de l'OTAN et de Etats-Unis.** Contre l'actuelle « politique commune », qui remet en cause notre droit à la neutralité, et nous entraînera demain dans des conflits qui ne sont pas les nôtres, comme les absurdes guerres menées contre l'Irak et la Serbie.

6. Pour la sécurité des personnes et des biens

● **Pour rétablir les contrôles aux frontières intérieures et renforcer les contrôles aux frontières extérieures.**

● **Contre le Pacte européen pour l'Immigration et la « carte bleue »**, votée par l'UMP et le PS, carte de séjour et de travail permettant aux immigrés extra-européens de s'installer partout en Europe et de concurrencer les jeunes Européens, au détriment même des pays dont ils sont originaires et qui ont le plus besoin de cadres qualifiés.

● **Pour renforcer la coopération entre les services nationaux afin de lutter contre la criminalité internationale et l'immigration clandestine**. Mais résolument contre le fait d'abdiquer au profit de la Commission européenne nos pouvoirs en matière d'immigration, de police et de justice.

● **Pour une protection nationale en faveur de la défense des salariés et des épargnants** : mise en place de contrôles, de sanctions et d'une lutte active contre les escrocs de haut vol du type Madoff, qui ont contaminé notre système bancaire, ainsi que des mesures contre les risques de spoliation de nos compatriotes par les raids financiers de fonds de pension ou de fonds souverains étrangers sur notre économie.

CONCLUSION

Pas plus que les Africains ne sont « contre l'Afrique » ou les Asiatiques « contre l'Asie », les patriotes français du Front National, leurs amis et alliés européens, ne sont donc, ni «contre l'Europe» en tant que réalité géographique, humaine et culturelle, ni contre toute forme de coopération européenne. Ils savent que leurs Nations appartiennent géographiquement à l'Europe. Ils reconnaissent, par delà l'extrême diversité des caractères nationaux, un certain patrimoine culturel commun aux peuples d'Europe. Et puisque le voisinage impose des relations, ils les veulent pacifiques et fructueuses.

Mais ils sont résolument contre l'escroquerie qui consiste, sous le couvert de cette coopération, à édifier un Super-Etat destructeur de leurs identités particulières, de leurs souverainetés, de leurs libertés, sans même pour autant édifier un ensemble véritablement *européen*, mais un espace euro-mondialiste ouvert à tous les vents, à tous les flux de personnes, de marchandises et de capitaux, surtout quand ces personnes sont l'avant-garde d'une colonisation de peuplement venue d'autres continents, surtout quand ces marchandises ont été fabriquées à vil prix par les nouveaux esclaves des temps modernes, et surtout enfin quand ces capitaux sont des instruments de domination de notre économie par des puissances étrangères ou des fortunes anonymes et vagabondes.

En d'autres termes, les Nationaux combattent résolument les évolutions criminelles de l'Union européenne. **Ce refus d'un Super-Etat euromondialiste est conforme à la *vraie* tradition européenne, puisque l'Europe**, cette petite péninsule située à l'extrémité de l'immense continent asiatique est l'espace qui, dans l'Histoire de l'humanité, **a inventé la liberté et l'égalité des Nations**, se gouvernant librement, sans ingérence extérieure, modèle unique et sans équivalent ailleurs.

La victoire des Nationaux ne sonnerait pas seulement la fin d'une illusion, mais aussi celle d'un alibi : celui de nos dirigeants politiques dans la fuite constante de leurs responsabilités au prétexte que « tout est décidé à Bruxelles ». L'Europe ne pourra plus être l'excuse de l'inaction, des promesses non tenues, des réformes en souffrance ! **Cette victoire peut être l'occasion d'un sursaut national, renouveau dans lequel nous ferions enfin jouer, au service de nos intérêts légitimes, les atouts réels que sont, non seulement notre art de vivre reconnu dans le monde entier et notre excellence culturelle, mais aussi la qualité de nos produits agricoles, les irremplaçables savoir-faire de notre patrimoine scientifique, technologique et industriel, les ressources de notre immense domaine maritime, et bien d'autres encore ! Oui, l'Europe et le monde ont encore besoin de la France !**